



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



LE DÉPARTEMENT



Avenant n°1 à la Convention

Relative à la mise à jour des études première phase
d'avant-projet de la gare d'Allan
Ligne à grande vitesse LN5

Conditions particulières

GEREMI : F50744

GCF : CFI 1700103

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'ÉTAT, Ministère de la Transition écologique, représenté par le Préfet de Région Auvergne Rhône Alpes, Monsieur Pascal MAILHOS,

Ci-après désigné « **L'État** »

LA REGION AUVERGNE RHONE ALPES, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Laurent WAUQUIEZ, en vertu de la délibération n°AP-2021-07 / 08-1-5689 du 2 juillet 2021,

Ci-après désignée « **La Région** »

LE DEPARTEMENT DE LA DROME, représenté par la Présidente du Conseil Départemental, Madame Marie-Pierre MOUTON, dûment habilitée à la signature des présentes en vertu de la délibération n° _____ du _____,

Ci-après désigné « **Le Département** »

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTELMAR-AGGLOMERATION, représentée par son Président, Monsieur Julien CORNILLET, en vertu de la délibération n° _____ du _____,

Ci-après désignée « **Montélimar-Agglomération** »

Et

SNCF Réseau, Société Anonyme au capital de 621 773 700 €, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° 412.280.737, dont le siège est situé 15-17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS 80001 – 93418 La Plaine Saint-Denis Cedex, représenté par Laurent MICHELIN, Directeur Territorial Auvergne-Rhône-Alpes adjoint, dument habilité à cet effet,

Ci-après désigné « **SNCF Réseau** »

SNCF Réseau, l'État, la Région, le Département et Montélimar-Agglomération étant dénommés ci-après collectivement « les Parties » et individuellement « une Partie ».

Vu :

- Le Code des transports
- Le Code de la commande publique,
- La Loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire,
- La loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire,
- Le décret n° 2019-1587 du 31 décembre 2019 approuvant les statuts de la société SNCF Réseau et portant diverses dispositions relatives à la société SNCF Réseau,
- Le décret 2019-1582 du 31 décembre 2019 relatif aux règles de financement des investissements de SNCF Réseau,
- Le décret n° 2000-1248 du 21 décembre 2000, relatif aux projets d'agglomérations,
- Le volet « mobilité multimodale » du contrat de plan Etat-Région 2015-2020, approuvé par délibération du Conseil Régional Rhône-Alpes n°15.00.196 en date du 6 mars 2015 et signé le 11 mai 2015
- Le volet « mobilité multimodale » du contrat de plan État-Région 2015-2020 approuvé par délibération du conseil régional Auvergne en date du 30 juin 2015 et signé le 7 juillet 2015,
- L'avenant n° 1 du contrat de plan État-Région 2015-2020 approuvé par délibération du conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes n°1 en date du 15/02/2017 et signé le 15/02/2017,
- La convention n° 900023 relative au financement des études préliminaires pour la nouvelle gare TGV à Allan signée le 03 avril 2009,
- La convention n°1001089 relative au financement des études d'avant-projet de la gare d'Allan signée et certifiée le 17 janvier 2012,
- La convention n° 1500171 relative au financement du programme d'études préliminaires sur le diagnostic des infrastructures, approuvé par délibération n°15.06.350 du 29 juin 2015.
- La convention n°1700103 relative au financement de la mise à jour des études première phase d'avant-projet de la gare d'Allan, signée le 18 juillet 2017
- La délibération régionale n° _____ du _____ approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement n°1700103 relative au financement de la mise à jour des études première phase d'avant-projet de la gare d'Allan
- Le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

IL A ETE PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

Contexte du projet :

Les travaux de la commission particulière du débat public relative aux perspectives de transport dans la vallée du Rhône et l'Arc Languedocien et plus récemment le Grenelle de l'Environnement ont confirmé la priorité au développement des modes alternatifs au routier (ferroviaire et fluvial) sur tout le territoire national, et en particulier dans la vallée du Rhône.

Plusieurs démarches ont été engagées pour servir cet objectif partagé, en particulier pour développer les transports ferroviaires dans le corridor reliant Valence, Avignon, Marseille et Montpellier, avec notamment la mise à l'étude du projet de réouverture de la ligne de la rive droite du Rhône aux circulations ferroviaires voyageurs.

Parallèlement l'étude sur l'amélioration de la desserte TGV dans le bassin de Montélimar Sud Ardèche / Drôme et Nord Vaucluse / Gard » (sous la maîtrise d'ouvrage de la SNCF) restituée le 20 décembre 2006 a montré que la desserte de ce secteur par les liaisons TGV pouvait être améliorée par la création d'une gare TGV « MONTELMAR PROVENCE » à Allan, commune de l'agglomération de Montélimar.

Ce projet nécessite néanmoins d'adopter une approche plus globale et complète :

- de la préservation et de l'amélioration de la desserte TGV vers Paris et le Nord de la France mais aussi vers Lyon, Marseille, Montpellier pour les bassins de vie de Valence à Arles,
- du rôle de cette nouvelle gare dans un schéma de transports tous modes plus large, et en particulier des connexions entre cette nouvelle gare et les dessertes TER de la vallée du Rhône et de l'Ardèche intérieure,
- de l'impact territorial à prévoir de l'implantation de ce nouvel équipement,
- de la faisabilité technique de l'insertion de cette nouvelle gare sur la ligne grande vitesse existante,
- de l'organisation fonctionnelle de cette nouvelle gare.

Les partenaires de ce projet, réunis en comité des financeurs le 27 janvier 2017 ont décidé de mettre à jour les études de niveau avant-projet afin de disposer de toutes les informations réactualisées avant la fin de l'année 2017 et permettant de décider ainsi de la suite à donner à ce projet.

SNCF Réseau, maître d'ouvrage de ces études associera l'ensemble des partenaires à chaque moment clé de cette réactualisation.

Ce programme de mise à jour permettra d'actualiser les prévisions de fréquentation de la gare, de redéfinir le montant de l'opération (modification de l'infrastructure ferroviaire, pôle d'échange et accès routiers) et son planning en intégrant les nouvelles orientations données en comité des financeurs et d'avoir une ou plusieurs propositions de schémas de desserte TGV de la future gare et les impacts sur l'ensemble du système (autres arrêts, temps de parcours, etc...).

Ce programme d'études vise à éclairer la décision et à anticiper la programmation d'investissements. Il doit notamment préparer l'inscription d'études complémentaires voire de travaux de réalisation dans les cadres de financement des collectivités, dans la perspective de la prochaine revoiture du contrat de plan Etat-Région (2015-2020), concernant non seulement la création de la gare mais aussi de ses accès.

Les études ont été conduites à leur terme par SNCF Réseau sans faire l'objet d'une restitution auprès du comité des financeurs. L'actualité au cours des dernières années et l'instauration de l'état d'urgence sanitaire expliquent les difficultés rencontrées pour le respect du délai dans la mise en œuvre de la convention de financement initiale. Après échange avec les cofinanceurs, il a été convenu de proroger le délai de caducité de la convention de financement initiale par voie d'avenant, afin de permettre l'organisation d'une réunion de restitution.

IL A ETE ENSUITE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1. OBJET

Le présent avenant n°1 à la convention n°1700103 relative au financement de la mise à jour des études première phase d'avant-projet de la gare d'Allan a pour objet de proroger le délai de caducité.

Les articles modifiés par le présent avenant sont les articles des conditions particulières de la convention de financement initiale.

ARTICLE 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT INITIALE

L'article 4 de la convention de financement initiale est modifié comme suit :

Article 4 . DELAI PREVISIONNEL DE REALISATION DES ETUDES

La durée prévisionnelle des études d'avant-projet est estimée à 72 mois à compter de la date d'effet de la présente convention de financement.

Le calendrier prévisionnel indicatif doit permettre de réunir à nouveau le comité des financeurs au plus tard fin 2023 afin de statuer sur la suite des opérations et leurs financements.

Le calendrier prévisionnel pourra évoluer en fonction des procédures administratives éventuelles, de même qu'il peut évoluer sur justification de SNCF Réseau.

ARTICLE 3. MODIFICATION DE L'ARTICLE 7.3 DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT INITIALE

L'article 7.3 de la convention de financement initiale est modifié comme suit :

7.3 Délais de caducité

La convention prendra effet à la date de signature par les Parties et expire après le versement du solde des flux financiers dus au titre de la convention.

En dérogation aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe relatif à la caducité de l'article 10 des Conditions générales, les dates de caducité de la subvention de la Région Auvergne Rhône-Alpes sont les suivantes :

- l'aide régionale deviendra caduque si le maître d'ouvrage SNCF Réseau n'adresse pas à la Région l'ensemble des justificatifs permettant le mandatement du solde dans un délai maximal de 84 mois à compter de la date d'affectation de la subvention par la Commission Permanente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, soit le 27 mars 2024.
- Les dépenses éligibles sont celles comprises entre le 14 février 2017 et le 27 mars 2024.

Les délais de caducité précités peuvent être prolongés si un événement imprévu, initié par un tiers (par exemple litige avec l'entreprise, plainte d'un tiers, etc.) et impactant le déroulement de l'opération, se produit, ou si les flux financiers ne sont pas soldés, sur justification du maître d'ouvrage, par voie d'avenant.

Par ailleurs, ces délais peuvent être prolongés pour tout autre motif en cas d'accord de l'ensemble des partenaires, par avenant.

ARTICLE 4. DATE D'EFFET DU PRESENT AVENANT

Le présent avenant n°1 prend effet à la date de signature par l'ensemble des Parties.

ARTICLE 5. PORTEE DU PRESENT AVENANT

Les dispositions de la convention de financement initiale qui ne sont pas modifiées par le présent avenant n°1 demeurent inchangées et continuent de s'appliquer.

ARTICLE 6. MESURES D'ORDRE

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des Parties qui entendrait soumettre le présent avenant à cette formalité.

Pour l'exécution du présent avenant, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Le présent avenant n°1 à la convention de financement initiale n°1700103 est établi en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait en 5 exemplaires originaux

A Lyon, le

Pour SNCF Réseau,
Laurent MICHELIN

A Lyon, le

Pour l'État,
Pascal MAILHOS

A Lyon, le

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Laurent WAUQUIEZ

A Valence, le

Pour le Département de la Drôme,
Marie-Pierre MOUTON

A Montélimar, le

Pour la Communauté d'Agglomération
de Montélimar-Agglomération,
Julien CORNILLET